

AUBRAC, COTE OMBRE...
PETITS SECRETS D'UN GRAND RESISTANT
Publié le 14 avril 2012 Stéphane Courtois

Depuis le milieu des années 1980, Lucie et Raymond Aubrac ont été érigés par certains historiens puis par les médias comme le couple emblématique de la résistance française à l'Occupant nazi. Nombre de collèges portent leur nom et la disparition de Raymond Aubrac a suscité un concert d'hommages, jusqu'à la présidence de la République. Au point qu'une sorte d'histoire « sainte » des Aubrac s'est peu à peu mise en place, couronnée par le film « Lucie Aubrac », puis par la publications de biographies « autorisées » de Lucie (Perrin, 2009) puis de Raymond (Seuil, 2011) où leurs auteurs ont pris pour argent comptant les témoignages des deux héros. Et c'est là que le bât blesse et que l'histoire doit reprendre ses droits sur la mémoire. Deux points au moins dérangent la partie légendaire du récit.

En 1997, le journaliste et historien Gérard Chauvy publia Aubrac. L'Affaire (Albin Michel) où, s'appuyant sur une masse de documents, il revenait sur l'itinéraire de Raymond à Lyon et en particulier de sa première arrestation le 15 (ou 13) mars 1943. En 1945, Lucie avait raconté avec force détails l'évasion de Raymond de l'hôpital de l'Antiquaille le 24 mai 1943. En 1984, dans ses mémoires, il n'était plus question d'évasion mais de libération obtenue grâce à une audacieuse pression sur le procureur lyonnais, menacé depuis Londres par des messages codés de la BBC. Tout ceci parut peu crédible à Chauvy. Mal lui en prit. Attaqué en diffamation par le couple, il fut lourdement condamné.

Or, dans sa biographie de 2011, Raymond reconnaît qu'il a été libéré parce que son arrestation avait mis la police de Vichy sur la piste de généraux membres de l'ORA (Organisation de résistance de l'armée), ce qui aurait beaucoup gêné le gouvernement de Vichy si les Allemands l'avaient appris. Du coup, la version de Lucie et de ses messages envoyés par Radio Londres – radicalement contestée au procès Chauvy par le vice-président des médaillés de la Résistance – tombe à l'eau. Néanmoins, un aussi gros mensonge, répété aussi longtemps et avec autant d'assurance – jusque devant le tribunal – par les Aubrac jette un doute sérieux sur le reste de leur récit et montre au moins deux choses : que l'histoire ne doit pas être écrite dans les prétoires, et que les témoignages, même de personnages très médiatiques, doivent être passés au crible de la critique par les historiens. Le second point d'achoppement entre histoire et mémoire concerne non pas un épisode mais l'ensemble de l'itinéraire de Raymond. En effet, Lucie a été dès le début des années 1930 une fervente communiste, fréquentant la restaurant de la Famille nouvelle – quartier général de Maurice Tréand, le responsable aux cadres du PCF – et a même été pressentie pour suivre à Moscou l'École léniniste internationale, école de formation de l'Internationale communiste.

Or, de son côté, Raymond a toujours nié avoir adhéré au Parti communiste. C'est d'ailleurs à la suite d'une question sur ce point posée à Raymond par Daniel Cordier – secrétaire de Jean Moulin – lors d'une table-ronde organisée par Libération et des historiens le 17 mai 1997, que les Aubrac quittèrent la salle, mettant ainsi fin au débat. Or il n'était pas besoin d'avoir sa carte du parti pour être un excellent communiste « hors cadre ». Nombre d'éléments, dont nous ne retenons ici que les principaux, montrent que Raymond fut dans ce cas. Il a dès 1937-1938, suivi des cours de marxisme dispensés discrètement, sous le contrôle du service des cadres du PCF, et a publié sous pseudo un article dans le journal des Jeunesses communistes. Aubrac a participé à la direction du mouvement de résistance Libération Sud avec plusieurs autres militants communistes (Lucie, Pierre Hervé, Maurice Kriegel) qui, fin 1942, ont rempli des biographies destinées au service des cadres du PCF. En 1946, il a, sur ordre de Jean Jérôme et de Jacques Duclos – hommes de confiance du PC d'Union soviétique – logé, lors de son séjour en

France, le chef du PC indochinois, Ho Chi Minh, cadre important du communisme international.

Il a été en 1948 l'un des cofondateurs des Combattants de la liberté, à l'origine du Mouvement de la Paix, vaste opération destinée par Moscou à désigner le camp communiste comme celui de la paix et les États-Unis comme les fauteurs de guerre. De 1948 à 1958, il a été le fondateur et le dirigeant du BERIM, société contrôlée par Jean Jérôme et Charles Hilsum – le directeur de la BCEN, la banque représentant les intérêts soviétiques en France – et faisant du commerce avec les régimes communistes d'Europe de l'Est puis de Chine, et, au passage, de pompe à finance pour le PCF. Dans ce cadre, il a, en tant que « camarade », rencontré Klement Gottwald, le secrétaire général historique du PC tchécoslovaque, le même qui commandita le « coup de Prague » de 1948 puis les procès truqués et antisémites de Slansky, London et autres en 1952. C'est d'ailleurs pour avoir été en contact avec l'un des pendus du procès de Prague que Raymond fut écarté de la direction du BERIM. Enfin, last but not least, dès le milieu des années 1960 et jusqu'en 1975, il servi de messenger officieux du PC nord-vietnamiens en direction des Américains, en particulier d'Henry Kissinger, pour des négociations de retrait des Américains du Vietnam. Et ce par l'intermédiaire de l'australien Wilfried Burchett, prétendu journaliste et véritable agent soviétique depuis 1938.

Raymond Aubrac ne fut ni un « idiot utile » du communisme français et international, ni un compagnon de route, mais bien un communiste « hors cadre » que Moscou et le PCF considéraient comme suffisamment loyal pour le charger de missions de confiance qui exigeaient un secret absolu. Tout ceci n'enlève rien au courage et à l'engagement antinazi de Raymond et de Lucie, mais exige de corriger la posture morale qu'ils adoptèrent en prétendant avoir toujours combattu contre l'injustice et pour la liberté. Des années 1930 aux années 1970, ils furent des agents actifs d'un système communiste mondial dirigé par le PC d'Union soviétique. Or le PCUS avait créé un régime totalitaire responsable de l'assassinat de masse de millions de civils – hommes, femmes et enfants – en particulier entre 1929 et 1953, à une époque où les Aubrac étaient de fervents communistes. Ils semblent avoir effacé de leur mémoire cette complicité politique et morale, pratiquant une indignation à sens unique.